

Après Notre-Dame de Paris, ces autres églises menacées

[Frédéric Sergeur](#) Publié le 21/04/2019 à 11h11

Retrouvez ce contenu plus tard en appuyant sur ce bouton

En tout, près de 500 édifices religieux seraient menacés en France en raison de leur mauvais état : l'Observatoire du patrimoine religieux tire le signal d'alarme.

"Il existe de nombreuses petites Notre-Dame à sauver à travers la France" : dans les colonnes du JDD, la Fondation du patrimoine ne veut pas oublier les autres lieux de culte. Car la situation est préoccupante en France. A en croire l'Observatoire du patrimoine religieux (OPR), 500 édifices religieux sont menacés en raison de leur mauvais état. 5.000 autres sont quant à eux "en souffrance".

Parmi les monuments concernés, le JDD cite la cathédrale de Clermont-Ferrand, qui souffre de son réseau électrique, ou celle de Troyes dans l'Aube, dont les vitraux sont dégradés. 10 des 87 cathédrales qui appartiennent à l'Etat ne sont ainsi pas bien conservées. Parmi les 42.258 églises recensées en France, dont 95% appartiennent aux communes (soit toutes celles bâties avant 1905 et la loi de séparation des Eglises et de l'Etat ; les autres appartiennent aux diocèses), nombreuses sont celles à être concernées par ce cri d'alerte, que ce soit en province ou à Paris.

"Les restrictions budgétaires nous obligent à faire des choix. Nous préférons donc investir dans les écoles, les équipements sportifs ou les voiries", reconnaît David Nicolas, référent patrimoine de l'Association des maires de France interrogé dans le JDD. L'an dernier, le ministère de la Culture a tout de même déboursé 41 millions d'euros pour la conservation et la restauration d'édifices religieux. A Paris, la Ville a également mis la main à la poche, à hauteur de 80 millions d'euros.

Un "plan de sauvegarde et de restauration" réclamé par Stéphane Bern

Stéphane Bern, le "monsieur patrimoine" d'Emmanuel Macron, appelle ainsi dans les colonnes du JDD à un "état des lieux global du patrimoine religieux français", suivi ensuite d'un "plan de sauvegarde et de restauration". Il a également une idée pour encourager les dons en faveur d'autres édifices religieux que Notre-Dame de Paris, avec l'installation "de bornes de dons sans contact à la sortie des cathédrales, pour que ceux qui ont été émus puissent participer à l'effort de restauration". L'OPR suggère de son côté la possibilité de rendre la visite de certains monuments payante.

"Le drame de Notre-Dame a permis de prendre conscience de la fragilité de notre patrimoine", veut croire Stéphane Bern. A voir si l'élan de solidarité qui a suivi l'incendie de Notre-Dame s'étendra à d'autres monuments, religieux ou non, en péril.